

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/8/BRA/3/Suppl.1
G/SG/N/10/BRA/3/Suppl.1
G/SG/N/11/BRA/2/Suppl.1
10 mars 2003
(03-1356)

Comité des sauvegardes

Original: anglais/
espagnol

**NOTIFICATION, AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 B) DE L'ACCORD SUR
LES SAUVEGARDES, DE LA CONSTATATION DE L'EXISTENCE
D'UN DOMMAGE GRAVE OU D'UNE MENACE DE DOMMAGE
GRAVE CAUSÉ PAR UN ACCROISSEMENT
DES IMPORTATIONS**

**NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 C) ET DE L'ARTICLE 9,
NOTE DE BAS DE PAGE 2, DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES**

BRÉSIL

Supplément

La Mission permanente du Brésil a fait parvenir au Secrétariat la notification ci-après, datée du 27 février 2003.

La Mission permanente du Paraguay auprès de l'Office des Nations Unies et de ses agences spécialisées ayant leur siège à Genève présente ses compliments à l'Organisation mondiale du commerce et, dans l'exercice de la présidence temporaire des États parties du MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay), a l'honneur de notifier au Comité des sauvegardes une modification du document G/SG/N/8/BRA/3-G/SG/N/10/BRA/3-G/SG/N/11/BRA/2 relatif à l'imposition, par le MERCOSUR, au nom de la République fédérative du Brésil, d'une mesure de sauvegarde sur les importations de noix de coco desséchées, sans coques, râpées, relevant de la position tarifaire 0801.11.10. La mesure est applicable sur le territoire douanier du Brésil.

La présente notification est communiquée conformément au "Règlement relatif à l'application de mesures de sauvegarde aux importations en provenance de pays non membres du MERCOSUR".

La présente notification complète les renseignements figurant dans le document G/SG/N/8/BRA/3-G/SG/N/10/BRA/3-G/SG/N/11/BRA/2 notifiant, conformément à l'article 12:1c) et à la note de bas de page 2 de l'article 9 de l'Accord sur les sauvegardes, l'application par le MERCOSUR, au nom du Brésil, d'une mesure de sauvegarde aux importations de noix de coco relevant de la ligne tarifaire 0801.11.10 de la nomenclature commune du MERCOSUR (NCM)/SH.

Aux termes de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes, des mesures de sauvegarde ne seront pas appliquées aux pays en développement Membres dont la part dans les importations totales est inférieure à 3 pour cent. La liste de ces pays en développement figure à l'annexe I du document susmentionné.

Pendant la période comprise entre septembre et novembre 2002, les parts de la Côte d'Ivoire et de l'Indonésie, qui figuraient dans ladite annexe, se sont élevées respectivement à 4,67 et à 59,49 pour cent des importations totales. Ces chiffres dépassant 3 pour cent, la Côte d'Ivoire et l'Indonésie ont été par conséquent retirées de la liste des pays en développement Membres à l'égard desquels la mesure de sauvegarde ne s'applique pas. Cette modification a été opérée par la Résolution n° 3 qui est entrée en vigueur le 12 février 2003.

La liste modifiée des pays en développement exemptés de la mesure figure en annexe de la présente notification.

ANNEXE I

Liste des pays en développement exemptés de la mesure

AFRIQUE DU SUD	MALAWI
ANGOLA	MALDIVES
ANTIGUA-ET-BARBUDA	MALI
BAHREÏN	MALTE
BANGLADESH	MAROC
BARBADE	MAURICE
BELIZE	MAURITANIE
BÉNIN	MOLDOVA
BOLIVIE	MONGOLIE
BOTSWANA	MOZAMBIQUE
BRUNÉI DARUSSALAM	MYANMAR
BURKINA FASO	NAMIBIE
BURUNDI	NICARAGUA
CAMEROUN	NIGER
CHILI	NIGÉRIA
CHINE	OMAN
CHYPRE	OUGANDA
COLOMBIE	PAKISTAN
CONGO	PANAMA
COSTA RICA	PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE
CUBA	PÉROU
DJIBOUTI	PHILIPPINES
DOMINIQUE	QATAR
ÉGYPTE	RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
EL SALVADOR	RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
ÉMIRATS ARABES UNIS	RWANDA
ÉQUATEUR	SAINT-KITTS-ET-NEVIS
FIDJI	SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES
GABON	SAINTE-LUCIE
GAMBIE	SÉNÉGAL
GRENADE	SIERRA LEONE
GUATEMALA	SURINAME
GUINÉE	SWAZILAND
GUINÉE-BISSAU	TAIPEI CHINOIS
GUYANA	TANZANIE
HAÏTI	TCHAD
HONDURAS	THAÏLANDE
ÎLES SALOMON	TOGO
JAMAÏQUE	TRINITÉ-ET-TOBAGO
JORDANIE	TUNISIE
KENYA	TURQUIE
KOWEÏT	VENEZUELA
LESOTHO	ZAMBIE
MADAGASCAR	ZIMBABWE
MALAISIE	